

**Convention collective**

**IDCC : 9351. – EXPLOITATIONS  
DE POLYCLTURE ET D'ÉLEVAGE  
(Ille-et-Vilaine)  
(11 juillet 1991)**

(Étendue par arrêté du 26 octobre 1992,  
*Journal officiel* du 4 novembre 1992)

**AVENANT N° 53 DU 12 FÉVRIER 2019**

NOR : *AGRS1997105M*  
IDCC : 9351

Entre :

Fédération départementale des syndicats d'exploitants agricoles d'Ille-et-Vilaine,

D'une part, et

Fédération générale agroalimentaire CFDT ;

Fédération générale des travailleurs de l'agriculture, de l'alimentation et des secteurs connexes FO ;

Fédération CFTC de l'agriculture CFTC-Agri ;

Syndicat national des cadres d'entreprises agricoles CFE-CGC,

D'autre part,

il a été convenu :

**Article 1<sup>er</sup>**

Le « I. – Personnel d'exécution », de l'annexe « Salaires » de la convention collective du 11 juillet 1991, est modifié comme il suit, à compter du :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 35 heures hebdomadaires)
101	10,03	1 521,25
102	10,10	1 531,87
201	10,22	1 550,07
202	10,52	1 595,57
301	10,74	1 628,94
302	11,19	1 697,19
401	12,11	1 836,72
402	12,58	1 908,01

Les salaires ainsi définis constituent des minimums sous réserve de l'application des dispositions réglementaires concernant le Smic.

Le « II. – Personnel d'encadrement », de l'annexe « Salaires » de la convention collective du 11 juillet 1991, est modifié comme il suit, à compter du :

(En euros.)

COEFFICIENT	SALAIRE HORAIRE	SALAIRE MENSUEL (pour 35 heures hebdomadaires)
501	12,99	1 970,20
502	13,52	2 050,58
601	14,12	2 141,58
602	17,38	2 636,02

## **Article 2**

Vu leur objet, il est entendu que les dispositions du présent avenant ont vocation à s'appliquer à toutes les entreprises comprises dans son champ et ce quel que soit leur effectif.

## **Article 3**

Les parties signataires demandent l'extension du présent avenant, qui sera déposé à l'unité territoriale d'Ille-et-Vilaine de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi de Bretagne.

## **Article 4**

Les dispositions du présent avenant entreront en vigueur le premier jour du mois civil qui suit la publication de l'arrêté d'extension au *Journal officiel*.

Fait à Cesson-Sévigné, le 12 février 2019.

(Suivent les signatures.)